

Israël, terroriste !

Selon le gouvernement en sursis Macron-Attal-Darmanin, le seul terrorisme est celui du Hamas. Ceux qui défendent la cause palestinienne sont jugés pour « apologie du terrorisme ». De 1907 à 1948, le sionisme, tout en se présentant comme démocratique en Europe et en Amérique du Nord, a pris en Palestine la forme d'organisations terroristes : Haganah travailliste, Irgoun raciste, Stern-Lehi fasciste. En 1948, celles-ci sont devenues l'armée israélienne. Depuis, le terrorisme sioniste est à grande échelle, grâce aux moyens matériels que confère un État capitaliste avancé. En outre, l'État colonial est armé jusqu'aux dents par des États impérialistes occidentaux : au premier chef par le plus puissant, les États-Unis, que le président soit du Parti démocrate ou du Parti républicain, mais aussi par des puissances secondaires comme la France, y compris quand les précédents fronts populaires étaient au pouvoir (Union de la gauche comprenant le PCF, Gauche plurielle avec comme ministre Mélenchon).

Depuis la proclamation d'Israël, son armée mène régulièrement des incursions militaires dans des États voisins et ses services secrets y fomentent en permanence des attentats contre ses adversaires politiques. Tous les jours, Israël bombarde le sud du Liban, causant 570 morts depuis le 7 octobre. Le 20 juillet, Israël a attaqué le port de Hodeïda, au Yémen. Le 30 juillet, Israël a assassiné Fouad Chokr, un dirigeant du Hezbollah, dans la banlieue de Beyrouth. Le 31 juillet, Israël a assassiné Ismaïl Hanijeh du Hamas, à Téhéran. Le 28 août, Israël a frappé la Syrie.

Avec tous les moyens matériels du terrorisme sioniste, la colonisation se poursuit à Jérusalem et en Cisjordanie qui est dirigée non par le Hamas, mais par le Fatah. Entre le 7 octobre 2023 et le 12 août 2024, au moins 594 Palestiniens y ont été tués, dont 143 enfants. Les colons fondamentalistes et racistes qui détruisent les plantations et les fermes, qui attaquent les habitants, sont appuyés par le gouvernement Nétanyahou qui est reçu avec les honneurs en France comme aux États-Unis. Les camps de réfugiés sont régulièrement ciblés : depuis le 27 août, des colonnes de blindés attaquent simultanément ceux du Nord de la Cisjordanie (Tulkarem, Tubas, Jénine...).

La principale victime du terrorisme d'État est la population civile de la bande de Gaza. Depuis 2007, l'enclave surpeuplée subit le blocus d'Israël et de l'Égypte. Après des dévastations en 2008-2009, en 2012, en 2014, le territoire est détruit par les bombardements depuis le 7 octobre 2023. L'armée israélienne donne des ordres d'évacuation chaque jour. 1,9 million de personnes (90 % de la population) ont été déplacées, parfois à plusieurs reprises. Entre le 1^{er} et le 12 août, le nombre de camions d'aide alimentaire autorisés par Israël est tombé à 76 par jour, alors qu'il en fallait 200 quand les besoins étaient bien plus réduits. Le 27 août, l'armée sioniste a tiré sur un véhicule de l'ONU. Au moins 37 bébés sont morts de soif et de faim. Faute d'évacuation des déchets

et faute d'eau potable, les déplacés subissent des épidémies. La presse internationale est interdite à Gaza et l'armée israélienne y a tué plus de 100 journalistes palestiniens. Au moins 40 405 personnes sont mortes sous les balles et sous les bombes. La torture est la règle dans une dizaine de prisons où sont détenus environ 10 000 otages palestiniens.

Les témoignages indiquent clairement une politique institutionnelle systématique axée sur la maltraitance et la torture de tous les prisonniers palestiniens détenus par Israël. (ONG israélienne de défense des droits humains B'Tselem, 6 août)

Longtemps, Israël a favorisé le Hamas antisémite pour affaiblir l'OLP. Les islamistes considèrent que tous les Juifs d'Israël et du monde entier sont coupables des crimes sionistes alors que nombreux sont ceux qui se dressent contre le génocide. Bas les pattes devant les synagogues !

Les dirigeants du PS, du PCF et de LFI sont d'accord avec les Écologistes et avec Macron (avec qui ils veulent gouverner) pour « la solution des deux États », c'est-à-dire la reconnaissance de la colonisation sioniste et la partition de la Palestine.

Agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas... Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU. (Nouveau Front populaire, Contrat de législation, 13 juin)

Dans la filiation de la 4^e Internationale des années 1930 et de la LCR palestinienne des années 1940, les communistes internationalistes condamnent la colonisation et la partition de la Palestine ; ils lui opposent la perspective d'une fédération socialiste du Proche-Orient (incluant Turcs, Arabes, Juifs, Kurdes, etc.). Comme le FDLP, le FPLP et l'OSI-Matzpen des années 1970, les communistes internationalistes se prononcent pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque.

En France, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens est d'empêcher l'envoi d'armement français et d'interrompre toute collaboration militaire avec Israël. Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs : À bas Macron-Attal, non à Le Pen-Bardella ! Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël !

29 août 2024

